

L'influence de la Belgique sur l'Europe s'est réduite à peau de chagrin

Avec le départ de Herman Van Rompuy, les décès de Wilfried Martens et Jean-Luc Dehaene, les défaites de Guy Verhofstadt et le positionnement eurosceptique de la N-VA, l'influence de la Belgique au sein de l'Union européenne vient d'en prendre un sérieux coup.

FRÉDÉRIC ROHART

C'est une lame de fond. En quelques mois, l'influence belge au sein de l'Union européenne s'est brutalement tassée. Cela a commencé en octobre dernier, avec la disparition d'une figure de la construction européenne: le chrétien-démocrate flamand Wilfried Martens, qui présidait aux destinées du plus grand parti politique d'Europe (le PPE) depuis un quart de siècle. Quelques mois plus tard, son coreligionnaire Jean-Luc Dehaene, artisan indirect du Traité de Lisbonne et pilier du Parlement européen, décédait à son tour. Encore endeuillé, Herman Van Rompuy s'apprête à céder son siège de président du Conseil européen au polonais Donald Tusk, sans que la Belgique ne puisse espérer retrouver un tel poste avant de longues décennies. Au Parlement européen, les Belges n'ont plus de vice-président, après le départ de l'écologiste Isabelle Durant. Et si Guy Verhofstadt reste président du groupe politique libéral (ALDE), la formation est tombée de la 3^e à la 4^e place, réduisant son poids relatif dans l'hémicycle. À l'heure d'écrire ces lignes, le portefeuille de la prochaine commissaire belge, Marianne Thyssen (CD&V), n'est pas connu, mais ce serait prendre peu de risques que d'avancer qu'elle ne décrochera pas un poste de l'envergure de celui de son prédécesseur Karel De Gucht.

La Belgique peut-elle se relever d'un fléchissement aussi brutal de ses relais aux sommets de l'Union?

Dans une Europe à vingt-huit où les derniers arrivés commencent à prendre la place qui leur revient,

rien n'est moins sûr. La perte d'influence au sein de l'Union est une donnée constante pour les anciens États-membres – sauf peut-être l'Allemagne, et il n'y a pas de raison pour que la Belgique y échappe. *«Elle a eu une visibilité disproportionnée au sein de la construction européenne. Grâce à une diplomatie très efficace et active, grâce à la présence des institutions à Bruxelles... Une page se tourne, comme pour beaucoup d'anciens États fondateurs»*, estime Marianne Dony, présidente de l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles.

Mais le déclin belge, que l'on constate aussi bien à la lumière des grands postes que dans les rouages de la machine européenne, n'est pas seulement le résultat de la mécanique de l'élargissement...

Le handicap régional

Le départ d'Herman Van Rompuy va provoquer une perte de visibilité évidente pour la Belgique, même si l'ancien «démineur» n'avait pas pour rôle de défendre les intérêts de son pays d'origine. *«On n'aura plus le poste de président du Conseil européen, et c'est bien normal. On ne peut pas dire que le fait que Herman Van Rompuy quitte ce poste traduise un affaiblissement de l'influence belge»*, estime Marc Lepoivre, directeur à l'Institut Egmont qui s'exprime à titre personnel. Le président du Conseil laissera probablement une trace au travers de la méthode de fonctionnement qu'il a imprimée à cette nouvelle institution – une empreinte largement positive qui conforte la réputation des Belges comme faiseurs de compromis.

Il reste que le poids du royaume dans cette institution dépendra à l'avenir de l'énergie qu'y mettront les prochains Premiers ministres. De ce point de vue, la voix belge s'est

faite très discrète ces dernières années – avec une crise politique historiquement longue et un Élio Di Rupo peu remarqué sur la scène eu-

ropéenne.

Au Conseil des ministres, enceinte législative intergouvernementale, l'influence belge tend également à décroître. En termes de postes, la Belgique a déjà été nettement mieux représentée. Gilles de Kerchove, le «Monsieur Terrorisme» européen, est le dernier haut fonctionnaire de l'institution, alors qu'il y a quelques années encore, la Belgique comptait trois directeurs généraux. Mais au-delà des postes, l'évolution institutionnelle de la Belgique lui fait perdre du terrain dans les débats, estime Marc Lepoivre: *«L'Union européenne ne connaît que les États, or la Belgique renforce sans cesse le pouvoir de ses régions et communautés, ce qui crée une certaine tension et rend souvent sa voix moins cohérente et plus faible.»* Voire carrément inaudible, ajoutera-t-on: quand la Flandre défend les cultures OGM et que la Wallonie plaide contre, la Belgique se tait, tout simplement. Pourtant elle parvient encore à marquer des points de temps en temps, objecte-t-on dans un cabinet: *«L'axe Marcourt-Peeters (ministres de l'Économie wallon et flamand, NDLR) a largement contribué à porter le thème 'Industrie' à l'agenda du Conseil alors que certains États-membres ne voulaient pas en entendre parler.»*

L'armée de secrétaires

En termes de visibilité, la fin du mandat de Karel De Gucht porte elle aussi un coup à la Belgique. Le libéral flamand occupait le 4^e poste en importance à la Commission: le portefeuille du Commerce arrive juste derrière la présidence, l'Action extérieure et les Affaires économiques. Sa successeuse Marianne Thyssen a peu de chances – c'est un euphémisme – de décrocher un poste équivalent, même si ses qualités et son sexe peuvent lui laisser espérer une vice-présidence.

La Belgique s'en est toujours bien sortie pour décrocher des portefeuilles d'influence – Louis Michel avait la Coopération, un puissant

instrument de politique extérieure, Karel Van Miert la Concurrence, Étienne Davignon le Marché intérieur et l'Industrie... Mais cela n'a pas toujours servi ses intérêts stratégiques. «Ce genre de poste donne une grande visibilité, mais cela ne veut pas dire que la personne se met à la disposition de l'intérêt belge», souligne un diplomate. À l'Industrie, Étienne Davignon s'est fait un devoir d'attaquer la politique belge; à la Concurrence, Karel Van Miert ne s'est pas privé de viser les monopoles de la télévision en Belgique. Quant à Karel De Gucht... «Le moins qu'on puisse dire c'est que l'on n'a pas eu de relais chez lui pour éviter l'amende qui menaçait la Belgique dans le cadre du semestre européen», observe un diplomate.

Contrairement à d'autres, les commissaires belges auraient souvent tendance à prendre leur rôle de défenseur de l'intérêt général européen au pied de la lettre.

Les Belges restent par ailleurs «très bien» représentés dans les rouages du Berlaymont. La Belgique est le troisième pays qui apporte le plus de cadres moyens à la Commission, derrière la France et l'Allemagne. Et elle est largement surreprésentée dans les postes d'assistants (secrétaires, etc.), où elle décroche près du tiers de l'effectif – logique que l'Europe entière ne se déplace pas à Bruxelles pour un poste mineur. Mais c'est au sommet de l'échelle que le bât blesse: la Belgique n'a décroché qu'un des 37 postes de Directeur Général de l'administration communautaire: Jos Delbeke, responsable de l'Action climatique. C'est peu.

L'émiettement

Dans le cœur battant de la démocratie européenne comme ailleurs, la place qu'occupent les Belges se rétrécit – c'est le résultat d'une logique arithmétique bien rodée: les Belges ont pu envoyer 21 députés dans l'hémicycle, un de moins que lors de la législature précédente. Outre la disparition du chrétien-démocrate flamand Jean-Luc Dehaene, une icône du Parlement, les Belges ont perdu cette année la vice-présidence du Parlement, occupée jusqu'en mai dernier par l'écologiste Isabelle Durant.

Guy Verhofstadt reste de loin le Belge le plus en vue à Strasbourg, après avoir été l'un des cinq candidats à mener une campagne paneuropéenne pour le poste de président de la Commission, au printemps

dernier. Comme avant les élections de mai, le flamand préside toujours le groupe des libéraux européens (ALDE). Il reste l'un des grands témoins du Parlement, et occupe une position en vue dans la coalition sur laquelle la Commission Juncker doit s'appuyer. Mais si Verhofstadt reste influent, sa cote baisse: l'Alliance libre des démocrates européens a perdu sa place de 3^e parti de l'hémicycle quand les quatre nouveaux élus de la N-VA ont décidé d'intégrer la formation «eurosceptique light» des Conservateurs et réformistes européens (ECR).

Sur la gauche de l'hémicycle, par contre, la promotion de l'écologiste Philippe Lamberts contrebalance la perte de la vice-présidence qu'Isabelle Durant occupait naguère. L'Anderslechtos a été choisi par les Verts européens pour succéder à Daniel Cohn-Bendit comme co-président de groupe. Mais l'étoile montante belge hérite d'un parti en perte de vitesse au Parlement: il tombe de la 4^e à la 6^e place en termes de sièges.

Au-delà de ces positionnements individuels, les parlementaires belges fonctionnent peu comme un relais de l'intérêt de la Belgique. «L'émiettement de la représentation belge est notamment la conséquence du dédoublement des partis politiques belges», estime Marc Lepoivre.

Un parti sceptique

À l'échelon des partis européens, l'influence belge s'est brutalement affaïssée avec la mort de Wilfried Martens, président du puissant Parti Populaire européen (PPE) de 1990 à sa mort en octobre 2013. Durant toutes ces années, il a réuni sous son aile les chefs d'État et de gouvernement conservateurs avant chaque sommet européen, tissant ainsi une toile hors pair. C'est notamment lui – l'homme qui parlait à l'oreille de Merkel – qui a décroché la nomination d'Herman Van Rompuy. Circonstance aggravante à cette disparition irremplaçable: les chrétiens-démocrates flamands ont perdu la place de premier parti de Belgique. Hier, le premier parti du royaume était considéré comme une cheville clé de la construction européenne. Aujourd'hui, le premier parti, c'est la N-VA qui, en plus de rimer avec séparatisme, rime désormais avec euroscepticisme.

Dans les institutions périphériques de l'Union, la présence belge est inégale. Ne cherchez pas au Service européen d'action extérieure (SEAE), le centre névralgique de la

diplomatie européenne: «Sur les vingt postes qui comptent, vous ne trouverez pas un seul Belge», fait remarquer un diplomate. La Belgique a perdu une carte de choix à la Banque européenne d'investissement (BEI) en 2011, quand le chrétien-démocrate Philippe Maystadt a terminé son mandat de Président. Par contre, des Belges occupent des postes d'influence à la Banque centrale européenne, à commencer par celui de «chief economist» de Peter Praet. Et ils sont bien représentés dans les juridictions de Luxembourg: un président du tribunal de la fonction publique, un avocat général et un vice-président à la Cour de Justice... «La jurisprudence a aussi son importance dans un système de droit», observe un diplomate.

Poids moyen ou plume

«You're still boxing above your weight», se plaisent à rappeler les diplomates britanniques à leurs collègues belges. La Belgique pèse toujours plus lourd que son poids démographique. Cela tient à son statut de pays hôte des institutions, bien sûr, mais pas uniquement. «Quand un Belge s'exprime, il essaye d'intégrer l'intérêt général européen: ça fait partie de notre tradition d'État fondateur et de petit État. Ça nous permet d'être plus écoutés que d'autres», assure un diplomate.

C'est surtout vital pour un pays dont la stratégie a toujours consisté à transférer sa souveraineté à l'Europe avec l'objectif d'aller la regagner en manœuvrant finement. «On sent une volonté de certains États de mieux contrôler le pouvoir d'initiative de la Commission européenne, de récupérer le contrôle», indique un Belge dans les couloirs du Conseil. Pour les Belges, la défense de la méthode communautaire, qui donne le lead à la Commission plutôt qu'aux (grands) États, est la seule planche de salut.

Pourtant, on le voit, la perte de terrain belge est sans équivoque. Et la Belgique ne semble pas s'organiser pour limiter les dégâts. «Il n'y a pas de politique systématique de promotion des Belges au sein des institutions: ce n'est pas une équipe avec des poulains, des appuis comme en France, en Espagne ou dans d'autres pays, remarque Marc Lepoivre. La complexité du système belge réduit sa capacité à se projeter à l'extérieur.» Pas sûr, dans ces conditions, que la Belgique continue éternellement à jouer au-dessus de sa catégorie.

LÉGISLATURE

2009-2014 ◀ ▶ 2014-2019

Les Belges aux hautes fonctions de l'Union européenne

Président de groupe (ALDE)

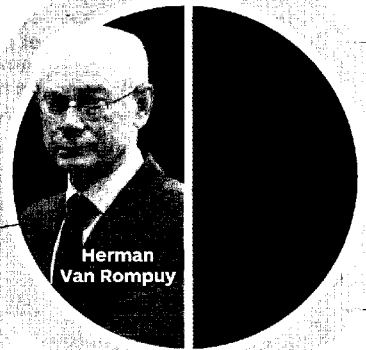
Guy Verhofstadt reste président du groupe libéral, mais le poids de son parti s'est rétréci, passant de la 3e à la 4e place. Les Belges n'ont plus de vice-présidence de l'hémicycle, mais l'écologiste Philippe Lamberts a pris la co-présidence de son groupe, également affaibli.



Vice-présidente

Co-président de groupe (Verts/ALE)

Président



Marianne Thyssen a peu de chances d'obtenir un portefeuille aussi important que celui du Commerce. Derrière la scène, les Belges sont très bien représentés dans le middle management de la Commission. Par contre, la Belgique n'a qu'un poste de Directeur général: Jos Delbeke (action climatique).



Commissaire au commerce

Président du parti populaire européen (PPE)



Herman Van Rompuy s'apprête à céder son siège de président du Conseil européen à Donald Tusk, et la Belgique n'a aucune chance d'occuper à nouveau ce poste avant de longues décennies. En coulisses, le principal fonctionnaire belge reste Gilles De Kerckhove, le coordinateur de l'Union pour la lutte contre le terrorisme. Président du PPE pendant deux décennies, l'ancien Premier ministre belge a fait

de ce parti la plus grande formation politique d'Europe. Il avait à ce titre des entrées chez les chefs d'État conservateurs comme Angela Merkel. Alors que le CD&V, naguère premier parti de Belgique, était considéré comme un pilier de la construction européenne, la décision de la N-VA de s'associer au parti eurosceptique ECR modifie l'identité inconditionnellement proeuropéenne de la Belgique.